

Lundi 7 juin 2021



Communiqué de presse

Nous ne sommes pas la poubelle des chantiers du Grand Paris !

Avec la prolifération des chantiers du Grand Paris, nos petites villes et villages de grande couronne sont considérés injustement comme autant de décharges potentielles. Pis encore, des entreprises sans scrupules tentent de tirer profit de la situation en se livrant à un trafic de terres et de déchets pollués.

L'Essonne est particulièrement affectée par ce phénomène inquiétant, lequel est révélateur de profondes inégalités environnementales entre les territoires franciliens.

À Fleury-Mérogis, 300 000 tonnes de déchets, pour la plupart issus du secteur du bâtiment, ont été enfouis illégalement en 2017 sur un terrain d'une superficie de 7ha. Des traces de pollution (amiante, mercure, hydrocarbures...) y ont même été mises en évidence par un rapport d'expertise commandité par la municipalité élue en 2019. Aujourd'hui, une bataille judiciaire a été engagée à l'initiative de cette même municipalité pour que les coupables soient identifiés, jugés et sanctionnés.

Plus récemment à Saint-Hilaire, et dans un tout autre contexte, l'entreprise Bouygues s'apprête à déverser sur une friche agricole l'équivalent de 1 400 000 m³ de déblais en provenance de ses chantiers au sein de la métropole du Grand Paris. Ces déblais étant par ailleurs présentés comme des terres « naturelles », ce qui n'est pas sans rappeler l'affaire du terrain des 7ha à Fleury-Mérogis. Ce projet a suscité contre lui une forte mobilisation citoyenne réunissant associations, habitants et élus locaux de tous bords politiques.

Aussi bien à Fleury-Mérogis qu'à Saint-Hilaire, l'État doit sortir de son silence et prendre ses responsabilités.

Nous refusons d'être la poubelle des chantiers du Grand Paris et réclavons justice.

La municipalité de Fleury-Mérogis appelle à un rassemblement ce dimanche 13 juin à 11 heures pour alerter les autorités en ce sens. Celui-ci aura lieu en face du terrain des 7ha, sur la pointe verte, à Fleury-Mérogis (rue Roger-Clavier). Toutes les forces citoyennes, associatives et élus attachés à la justice écologique sont invités à y prendre part.

Olivier CORZANI
Maire de Fleury-Mérogis

